

Un accident ?

L'affaire des lasagnes à la viande de cheval a provoqué nombre de commentaires ces dernières semaines. Mais le scandale n'est pas dû à la fatalité et les réponses au problème existent.

Un simple comportement de voyou, une société offshore chypriote, des affairistes, seraient la cause des «lasagnes frelatées au canasson». Après les concombres aux *Escherichia coli*, le lait chinois à la mélanine, les poulets anglo-saxons aux boues de station d'épuration et les farines animales britanniques contaminées introduites dans l'alimentation animale, nous avons droit au même discours : «N'ayez crainte, un peu de traçabilité dans les produits importés et le problème sera résolu.»

Mais les langues se délient et, derrière nos appareils agro-industriels dévoués à satisfaire une consommation massifiée d'entrée de gamme – donc en recherche constante de prix les plus bas – se cachent des salles de marché, des traders dont l'unique travail est de cliquer sur un écran des ordres d'achat et de vente, à longueur de journée. Telle cette société basée à Morlaix (Finistère), avec quinze opérateurs et qui n'a rien de clandestine¹ : « Nous achetons des conteneurs de viandes congelées au Brésil que l'on revend au Nigeria, en Asie, en Russie. Nous achetons aussi de la volaille, du mouton en France, en Allemagne, en Hollande que nous revendons en Russie ou en Asie. [...] Nous n'avons ni abattoirs, ni salles de découpes, ni frigos, que des bureaux, et nous refusons de nous entendre dire que nous ne serions que des intermédiaires présents dans ce circuit pour gagner de l'argent alors que nous avons des compétences... pour acheter aux meilleurs prix. » Nous sommes dans le copier-coller des subprimes avant la faillite de Lehman Brothers, quand nos banques achetaient et revendaient des produits titrisés, sans la

¹ -Olivier Cadot, président du groupe Jestin à Morlaix, négociant en viande, interviewé dans *Ouest-France*, fin février 2013.



moindre compréhension du contenu. Les têtes bien pensantes, sorties des grandes écoles, nous expliquent que ces sociétés, à défaut d'être chez nous, iront opérer à Londres ou à Rotterdam. Nos décideurs politiques, en retard permanent d'une découverte, comme dans la lutte contre le dopage sportif, vont courageusement décider d'une commission d'enquête. Et les fonctionnaires des fraudes et des douanes vont galoper avec sacs et éprouvettes, espérant découvrir le millième du problème pour répondre aux ordres véhéments de leurs chefs. Quant à la Commission européenne, restée scotchée au dogme de la concurrence libre et non faussée, n'en n'attendons rien... On l'aura compris, le seul espace d'un changement possible se situe à portée: il faut revenir aux circuits courts, de préférence de proximité, pour en finir avec les parasites qui vivent du travail des autres au mépris de la santé du plus grand

nombre. Si les paysans-producteurs sont aussi un peu coupables d'avoir confié le destin de leur produits entre les mains d'énormes coopératives et autres outils de transformation industriels, la traçabilité des viandes est un début de réponse seulement pour les produits non transformés. Des collectivités locales ont désormais un cahier des charges pour l'approvisionnement des cantines qui leur permet de se fournir localement, voire en bio, et de retrouver le chemin de la qualité alimentaire. La restauration collective qui a longtemps été un problème, avec l'écoulement de quantité de produits indignes, peut désormais devenir une partie de la solution, avec ses 12 millions de repas par jour ! Mais, globalement les relations producteurs-consommateurs sont à réinventer.

■ CHRISTIAN BOISGONTIER
(CONFÉDÉRATION PAYSANNE)
ARTICLE PARU DANS LE N°283
DE CAMPAGNES SOLIDAIRES, AVRIL 2013

Transrural initiatives

revue mensuelle d'information agricole et rurale publiée par l'Agence de diffusion et d'information rurales (Adir), association d'édition de l'AFIP, de la FNCivam, de la CNFR et du MRJC



L'Association de formation et d'information pour le développement d'initiatives rurales (Afip) est un réseau associatif composé de sept structures réparties sur le territoire national. De la médiation au développement d'activités, l'afip est un acteur du milieu rural ayant une approche territoriale en portant et militant pour les valeurs du développement durable notamment sur le pilier social.



Le réseau des Centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural (Civam), ce sont plus de 200 associations qui défendent depuis plus d'un demi siècle des enjeux tels que la préservation de l'environnement, l'offre d'aliments de qualité, l'élaboration d'un autre modèle énergétique, la promotion d'une agriculture durable, le maintien d'un monde rural facteur de cohésion sociale.



La Confédération nationale des Foyers ruraux (CNFR) fédère des associations qui se reconnaissent dans les valeurs de l'éducation populaire et qui contribuent à ce que les territoires ruraux restent des espaces de vie et de solidarité, promeuvent le fait associatif et contribuent à l'émancipation des individus, tout en luttant contre la fracture sociale et l'isolement des individus.



Lieu de rencontres, d'échanges et vecteur d'intégration socio-économique, le Mouvement rural de jeunesse chrétienne (MRJC), propose aux jeunes de treize à trente ans vivant à la campagne ou qui l'envisagent, de s'engager avec d'autres pour l'amélioration de la qualité de vie, de leur environnement et de la société qui les entoure par l'action, la réflexion, la recherche de sens et la formation.

Directrice de publication : Isabelle Barnier - **Équipe de rédaction permanente :** Hélène Bustos et Mickaël Correia - **Ont participé à ce numéro :** Camille Botella, Jean-Marc Bureau, Dominique Jourdan, Mathilde Leriche, Emmanuelle Malnoë, Gwladys Porrachia, Victoria Selwyn, Mélanie Théodore, Sandrine Théreaux et Aude Torchy.

Notes de lecture et revue de presse : Alain Chanard
Photocomposition et impression : Imprimerie 34, Toulouse, imprimé sur papier Satimat green PEFC
Administration / Rédaction : 2, rue Paul Escudier - 75009 Paris

Tél. 01 48 74 52 88 - Fax 01 42 80 49 27
Site internet : www.transrural-initiatives.org
Mail : transrural@globenet.org

CRÉDIT PHOTO DE LA COUVERTURE : AMANDINE BOLLARD

Reproduction autorisée sous réserve de mentionner explicitement la source — n°CPPAP : 0615G86792
ISSN : 1165-6166 — Dépôt légal : Avril 2013.

Enquête de lecteurs

Les premières statistiques sur « l'audience » de la presse écrite auraient été publiées au début du XX^e siècle. En 1957, le Centre d'étude des supports de publicité¹ (sic), lançait la première enquête d'envergure destinée à « fournir aux agences et aux annonceurs des informations de qualité sur le profil des lecteurs »². La nécessité de mieux connaître le lectorat est apparue dans les années 1950 avec le développement de la publicité. Depuis, les méthodologies d'enquête n'ont cessé d'évoluer.

Depuis 1979, Ipsos réalise régulièrement l'enquête, *La France des cadres actifs*, dont l'objectif est de connaître l'audience des titres de presse, chaînes de télévision, stations de radio et fréquentation des sites Internet auprès des cadres. L'institut de sondage explique : « Au-delà de ces informations médias, l'enquête délivre de nombreuses informations pour mieux appréhender cette population stratégique en termes de prise de décision en entreprise et pouvoir d'achat personnel. »³ Pour les publicitaires, autant se payer des espaces qui seront regardés par ceux qui peuvent acheter et cette logique n'est pas sans conséquences sur les évolutions du contenu (rédactionnel) des médias eux-mêmes. Car, en parallèle, les services marketing, régies publicitaires et autres pôles commerciaux (qui vendent les espaces publicitaires aux annonceurs) ont fait leur apparition dans les médias et les études de lectorat (pour la presse écrite) ont pris une place de plus en plus importante. Outre l'aspect « publicitaire » (et la recherche d'un « public cible » de cadres supérieurs), les rédactions ont petit à petit été associées à ces études censées permettre la capture du « lecteur type », d'accéder à ses envies, ses besoins et donc de lui plaire...

Que faisons-nous en vous invitant à répondre à une enquête lecteur que vous trouvez avec ce numéro ?! Qu'on vous rassure, il ne s'agit pas de savoir s'il serait plus intéressant pour *Transrural* de proposer des espaces publicitaires à John Deere, Biocoop ou aux poêles à bois Delaflamme... Néanmoins, il s'agit bien de recueillir quelques informations vous concernant ainsi que d'en savoir un peu plus sur vos habitudes de lectures. Outre un intérêt et une curiosité « dans l'absolu », nous sommes aujourd'hui dans une période d'interrogation du projet de la revue et de l'association et les lecteurs de *Transrural* font partie intégrante de ce projet. Nous sommes donc prêts à recevoir vos critiques (avant le 31 mai, par contre s'il vous plaît!) et vous remercions d'avance de l'éclairage que vous nous apporterez.

HÉLÈNE BUSTOS, RESPONSABLE DE RÉDACTION

1- Plus d'infos : www.cesp.org.
2- *Les lecteurs de la presse : une audience difficile à mesurer*, article de Françoise Dupont, directrice au CESP, paru dans *Le Temps des médias* 2/2004 (n° 3) — disponible sur : www.cairn.info/revue-le-temps-des-medias-2004-2-page-142.htm.
3- www.ipsos.fr/ipsos-mediact/actualites/france-cadres-actifs-2008.



vivre ensemble

Société

- 4 Chronique d'une homophobie ordinaire
- 5 Presse nationale : le rural maltraité

POLITIQUE

- 6 La chasse aux normes est lancée
- 6 Égalité des territoires : passer du concept à du concret

Éducation

- 6 À chacun son rythme

Culture

- 9 Quelles pistes pour un accès à la culture de tous les jeunes ?

un autre développement

Agroalimentaire

- 14 Un accident ?

Aménagement

- 15 L'urbanisme autrement

Initiative

- 16 Se projeter dans le futur pour mieux être ensemble au présent
- 17 « Une coopérative de savoirs paysans »

International

- 18 Mainmise du tourisme haut de gamme sur l'Alentejo

ménager les ressources

Société

- 10 Résistance au nucléaire civil en Angleterre

Initiative

- 12 Penser l'énergie à l'échelle communale

Photographie de quatrième de couverture

Adrien Chretien nous propose une photographie de sa série intitulée *L'Ouest*. Elle a été prise sur une route d'Ille-et-Vilaine, à quelques de kilomètres de Saint-Malo. « C'est un corps de ferme encore en activité. Je me suis servi de la campagne pour évoquer l'oubli et l'isolement, c'est un sujet qui me tient à cœur. Pour Adrien, graphiquement, le monde rural permet d'isoler des choses car il y a beaucoup moins de constructions et moins de population, pas de publicité, c'est très beau, et très loin de notre monde actuel qui va si vite. » — www.adrienchretien.com

I à VIII DOSSIER CENTRAL

Installation en agriculture : les politiques face aux défis du renouvellement et de l'ouverture

À l'heure des Assises de l'installation agricole dont les conclusions viendront nourrir la prochaine loi d'orientation agricole, l'installation demande à être appréhendée en tant que projet professionnel, mais aussi en tant que projet de vie, voire de territoire. Ce dossier se propose de soulever quelques leviers qu'une politique ambitieuse d'installation pourrait actionner.



L'enquête lecteur est téléchargeable sur le site : www.transrural-initiatives.org

Vous pouvez nous la retourner d'ici fin mai par courrier : 2 rue Paul Escudier 75009 Paris ou par message électronique : transrural@globenet.org

(Ré)abonnez-vous à *Transrural initiatives* sur la boutique en ligne de la revue <http://boutique.transrural-initiatives.org>

Transrural initiatives

Vous pouvez vous abonner en ligne sur :
<http://boutique.transrural-initiatives.org>

La revue associative des territoires ruraux

Transrural initiatives est une revue mensuelle portée par des mouvements associatifs d'éducation populaire à vocation rurale et agricole.

En s'appuyant sur un comité de rédaction composé d'acteurs du développement rural (animateurs, militants associatifs), associés à des journalistes, elle propose une lecture de l'actualité et des enjeux concernant les espaces ruraux qui privilégie les réalités de terrain et valorise des initiatives locales et innovantes. La revue appréhende ces territoires dans la diversité de leurs usages et met en avant des espaces où il est possible d'habiter, de se déplacer, de s'instruire, de se cultiver, de produire, de se distraire et de tisser des liens. Ces expériences locales illustrent concrètement des alternatives au modèle de développement économique dominant, marqué par la mise en concurrence généralisée, la disparition des solidarités et l'exploitation aveugle des ressources naturelles.

Transrural entend sortir de la morosité ambiante et invite à l'action ! Dans chaque numéro, un dossier thématique permet d'approfondir une question (ex. : Le rural a rendez-vous avec la ville ; La forêt, entre patrimoine financier et naturel ; L'agriculture locale, nouveau champ d'action politique des collectivités).

Sans publicité, à but non lucratif, la revue assure son fonctionnement et son indépendance grâce aux abonnements.



Pour 11 numéros / an :

- Particuliers 50 € ; étudiants – chômeurs 40 € ; institutions, bibliothèques, associations 75 € ; abonnements groupés (à partir de 5 personnes) 40 € l'unité ; découverte 3 mois 20 € ; soutien 100 €.
- À l'étranger : particuliers 60 € ; institutions 85 €.

Pour un abonnement 2 ans : particuliers 90 € ; institutions 140 €.

Société :

Nom : Prénom :

Adresse :

Comment avez-vous connu *Transrural* ? :

Je souhaite recevoir une facture : OUI NON

Si vous souhaitez faire découvrir la revue à un ami, indiquez ici ses coordonnées, nous lui enverrons un numéro :

Nom : Prénom :

Adresse

Règlement par chèque à l'ordre de Transrural Initiatives ou par mandat administratif
à envoyer à Transrural Initiatives - 2, rue Paul Escudier - 75009 Paris
transrural@globenet.org